



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fonds de Développement de l'Inclusion au service de la relance inclusive et de la croissance de l'IAE

2021

**Modèle-type permettant de préparer les renseignements à compléter
dans le formulaire en ligne « mes démarches simplifiées »**
(Toutes les candidatures se font par voie dématérialisée sur le site précité)

Département où se situe le siège social du candidat : _____
(déterminera le service chargé de l'instruction)

PARTIE 1 – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : [.....]

N° SIRET : [.....]

N° annexe financière IAE (aide au poste) :

Identification du représentant légal de l'organisme :

Prénom / Nom	
Fonction	
Tel/Courriel :	

Forme juridique : : Association Collectivité locale Etablissement public
 Société commerciale Autre (préciser) :

Catégorie de SIAE ACI AI EITI EI ETTI

Structure souhaitant créer une SIAE Si structure autre que SIAE, préciser :

Assujettissement à la TVA : OUI NON

Adresse :

Code postal :

Commune :

PARTIE 2 - PRESENTATION DU PROJET DEMANDE

Responsable à contacter pour le projet (s'il diffère du représentant légal)

Identité :

Fonction :

Coordonnées :

Nota bene : Les libellés précédés d'une case représentent des rubriques, à cocher en tant que de besoin dans le formulaire FDI à venir en ligne

1. Description de votre projet (intitulé, objectifs, objet)

Intitulé du projet

Objectifs

A quels objectifs répond le projet (ajouter des éléments chiffrés si possible) ?

Description synthétique du projet (en quoi consiste-t-il, quels sont les activités et "clients" visés... en 10-15 lignes. Un calendrier détaillant le développement du projet sera à joindre en annexe)

2. Localisation de votre projet

Territoires visés

- Zone rurale - ZRR
- Quartier QPV
- Territoire ultramarin
- Zone blanche (zone particulièrement dépourvue en SIAE)
- Autre

3. Les publics visés pour le recrutement en insertion

Décrire le profil visé et les modalités de sourcing

--

Dont publics prioritaires (cocher la case ci-dessous si le public concerne significativement l'une des catégories ci-dessous)

- Les jeunes
- Les femmes
- Les publics sous-main de justice (en détention ou aménagement de peine)
- Les seniors (plus de 57 ans)

4. Les filières et activités économiques visées

(Plusieurs réponses possibles)

- Des filières de la relance, définis comme prioritaires :
 - Économie circulaire – collecte, tri, recyclage, réemploi
 - Mobilité solidaire (faisant l'objet d'une enveloppe dédiée de 12,5M€)
 - Grand âge et autonomie – service à la personne
 - Filière alimentaire
 - Rénovation thermique des bâtiments
 - Restauration du patrimoine
 - Renouvellement urbain
 - Services aux entreprises : numérique, comptabilité, GRH...
 - Innovation en entreprise : garde d'enfants, conciergerie et globalement levée des freins par les SIAE pour leurs salariés en insertion et plus globalement pour les publics en insertion du territoire (Cf. « 1 emploi 2 insertions »)
- D'autres filières et secteurs:
 - Espaces verts - Agriculture - Environnement
 - Bâtiment / Travaux Publics
 - Menuiserie - Ameublement - Conception mobiliers
 - Administratifs - Gardiennage Sécurité
 - Hôtellerie - Restauration
 - Nettoyage (hors Service à la personne)
 - Textile - Blanchisserie/Pressing
 - Animation - Médiation
 - Communication - Informatique - Événementiels
 - Commerce
 - Services de proximité (dont atelier réparation, Conciergerie)
 - Logistique - Manutention - Transport
 - Multi domaines / Autre

5. Porteur(s) du projet

Situation au regard du FDI 2020 :

- Les SIAE non bénéficiaires du FDI 2020
- Lauréats du FDI 2020 candidatant sur un projet différent de celui soutenu sur le FDI 2020
- Lauréats du FDI 2020 candidatant sur le même projet et ayant réalisé au moins 20% de leur objectif emploi 2021 à la date de candidature

Configuration :

- En autonome
 - EITI
 - ETTI
 - Autre
- En groupement :
 - Avec d'autres SIAE
 - Avec des EA ou Geiq
 - Avec des entreprises classiques
 - Avec des facilitateurs d'achats inclusifs : plateformes inclusives, clauseurs, inter réseaux régionaux, centrales d'achats, branches...
- En relation avec un collectif donné (réseaux nationaux de l'IAE, réseaux locaux, consulaires, branches...)

Mentionner les partenaires associés le cas échéant :

--

6. Calendrier prévisionnel

Durée en mois (12 mois maximum) :	Date prévisionnelle de commencement d'exécution :	Date prévisionnelle de fin d'exécution :

7. Résultats visés

Sur l'emploi :

- Création d'emplois d'insertion prévus en personnes physiques (PP) :
 - Dont en 2021 :
- Création d'emplois d'insertion prévus en équivalent temps plein (ETP) :
 - Dont en 2021 :
- Le cas échéant, création d'emplois de personnels permanents prévus en en personnes physiques (PP) :
- Le cas échéant, création d'emplois de personnels permanents prévus en équivalent temps plein (ETP) :

Autres résultats visés au-delà de la création d'emplois (développement de la structure, transformation de l'activité...) :

--

8. Coût du projet et subvention sollicitée :

Coût total du projet	
Coût du projet <u>sur la durée de la convention</u> (12 mois maximum)	
Montant de la subvention sollicitée	
Montant des autres aides publiques	

Le coût total du projet est-il présenté hors taxes ou TTC ?

Hors taxes

TTC

Taux de cofinancement sollicité (= montant de la subvention sollicitée rapporté au coût du projet sur la durée de la convention)

NB. Taux de 55% maximum, sauf pour les territoires QPV, ZRR, Outre-mer, zones blanches pour lesquels le taux maximum est porté à 75%

Type(s) d'aide sollicitée(s)

Aide à l'investissement

Aide au développement commercial

Aide au conseil

Aide au démarrage

PARTIE 3 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE

Je soussigné(e) en qualité de représentant(e) légal(e) de [.....] ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention de l'Etat pour le montant indiqué ci-dessus pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'ai pris connaissance du fait que le démarrage du projet ne peut intervenir avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

ANNEXE N°1

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

DEPENSES ¹	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions immobilières éligibles ou non ?			Aides publiques³ : - Union européenne - Etat		
Etudes			- Communes - Intercommunalité		
Travaux			- Département - Région		
Matériel			- Etat (hors IAE et contrats aidés)		
Autres ²			- FSE - PLIE - AGEFIPH Autre aide publique : - origine :		
			Aides privées -Fondations -autres		
			Autofinancement Fonds propres Emprunts Crédit-bail Autres		
Total			Total		

L'organisme bénéficie-t-il d'un soutien ou d'une intervention au titre de fonds de garantie pour l'insertion par l'économique (FGIE) : oui / non

L'organisme bénéficie-t-il du Fonds territorial France active : oui / non

Si oui : garantie bancaire : Apport ou crédit :

Autre :

¹ Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

² Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)

³ Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires..., joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,)

Autres fonds financiers solidaires : oui / non

Financement bancaire du projet : oui / non

Si oui, nombre de banques : Montant total du financement obtenu :

Apport en capital-risque : oui / non

Si oui : SIFA : IDES : Autre :

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE : régional national aucun

Intervention d'un DLA : oui / non

- Si oui, nom du DLA :
- Nature de l'action réalisée par le DLA :
- Date de démarrage de l'action initiale

Aides ou subventions complémentaires à la mobilisation du FDI : oui / non

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ORGANISME

CHARGES		MONTANTS (1)	PRODUITS	MONTANTS
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES	
60	Achats		70 - Ventes	
602	Achats stockés		Productions Vendues	
604	Prestations de services		Marchés publics	
605	Achat matériel			
606	Achats fournitures non stockées		Prestations de service	
61	Charges externes		Mise à disposition de personnel	
611	Sous-traitance générale		74 - SUBVENTIONS (2)	
612	Crédit-bail		ETAT (préciser l'administration)	
613	Locations immobilières		ETAT (préciser l'administration)	
613	Locations mobilières		ETAT (préciser l'administration)	
614	Charges locatives		ETAT (préciser l'administration)	
615	Entretien réparations		REGION	
616	Primes d'assurances			
617	Etudes et recherches			
618	Documentation générale et colloques			
62	Autres charges externes			
621	Personnel extérieur à l'entreprise		INTERCOMMUNALITE (EPCI)3	
622	Honoraires		INTERCOMMUNALITE (EPCI)	
	Presta. formation/tutorat personnel insertion			
	Prestataire action hors formation/tutorat		COMMUNES	
623	Publications		COMMUNES	
			COMMUNES	
624	Transports et déplacement			
			FSE	
625	Voyages, missions et réceptions			
626	Frais de télécom et postaux		Autres établissements publics :	
627	Service bancaire			
628	Divers			
			Aides privées (fondation...)	
63	Impôts et taxes sur salaires			
631	Taxes sur salaires			
633	Vers. Formation, transport, construction			
635	Impôts directs, indirects et droits			
64	Salaires et charges			
	Gestion administration			
	Accompagnement social-emploi-formation			

	Encadrement technique			
	Personnel insertion			
	Autres personnel hors activité insertion			
	Autres frais			
	Autres frais de personnel insertion			
65	Charges de gestion courante		75 - Produits gestion courantes dont cotisation, dons manuels ou legs	
66	Charges financières		76 - Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68	Dotations aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
68	Dotations aux provisions			
69	Impôt sur société			
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION	
Charges fixes de fonctionnement			Préciser	
Frais financiers			Préciser	
Autres			Préciser	
TOTAL CHARGES		0	TOTAL PRODUITS	0

La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits (montant attribué/total des produits) X100

ANNEXE 2

MODELE DE CALENDRIER PREVISIONNEL DES ACTIONS

Déroulement du projet prévu en 2021	
Action 1...	<i>Indiquer les dates ou périodes</i>
Action 2...	
...	
Déroulement du projet prévu en 2022	
Action 1...	<i>Indiquer les dates ou périodes</i>
Action 2...	
...	

ANNEXE 3

PIECES JOINTES (Indispensables à l’instruction du dossier)

NB. Il n’est pas nécessaire d’adresser les pièces déjà adressées à l’occasion d’un exercice antérieur, notamment s’agissant du FDI 2020, sauf si leur date de validité est dépassée.

- 1- Preuve de l’existence légale :
 - a. Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné ;
 - b. Pour les associations : copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, statuts si subvention supérieure à 23 000 €
- 2- Relevé d’identité bancaire ou postal
- 3- L’indication du régime TVA
- 4- Un calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s’il diffère de celui indiqué dans la demande), le cas échéant par exercice
- 5- L’estimation du coût de fonctionnement éventuel annuel de l’équipement après sa mise en service (le cas échéant)
- 6- Pour les subventions supérieures à 23 000 € :
 - a. Dernière liasse fiscale complète.
 - b. Pour les associations, les derniers bilans et comptes de résultats approuvés par l’assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s’il y en a un.
- 7- Eléments comptables au 31-12-N-1, pour les subventions inférieures à 23 000 € :
- 8- Un document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement ou lettre de l’exécutif de la personne publique indiquant son approbation sur le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à son organe délibérant
- 9- Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l’indication de l’organisme qui les a établis, permettant d’apprécier le montant de la dépense.
- 10- Crédit-bail : projet de contrat